

# ARRÊTÉ DU MAIRE

23 / 0050

## TEMPORAIRE Permission de voirie Occupation du domaine public Par demi-chaussée 101 Avenue Jean Jaurès/rue du Gué

Réf : 32/DD/YL/ZA

Le Maire de la Commune de Montgeron,  
Conseillère Municipale d'Ile-de-France

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de voirie routière,  
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de la **Société ECR**, dont le siège social est situé 8 rue de l'Industrie – 77550 Limoges-Fourches, en date du 06 janvier 2023, afin d'effectuer des travaux de terrassement de raccordement Gaz sous trottoir et chaussée **pour le compte de GRDF** au N°101 Avenue Jean Jaurès pour des travaux rue du Gué à Montgeron,  
Considérant la nécessité de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers,

### ARRÊTE

- Article 1 **La Société ECR** est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer des travaux de terrassement de raccordement gaz sous trottoir et chaussée **pour le compte de GRDF** au N°101 Avenue Jean Jaurès pour des travaux rue du Gué à Montgeron.
- Article 2 **Les travaux se dérouleront du jeudi 12 janvier au vendredi 20 janvier 2023, de 09h00 à 16h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en l'état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
- A Monsieur le Commissaire de Police
  - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 6 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron le, 11 JAN. 2023



  
Sylvie CARILLON  
Maire de Montgeron  
Conseillère Régionale d'Ile-de-France